

TAYLOR, Charles, *Rapprocher les solitudes. Écrits sur le fédéralisme et le nationalisme au Canada*. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1992. 24,95 \$. Textes réunis et présentés par Guy Laforest.

Serge Denis

Volume 47, numéro 2, automne 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305220ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305220ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Denis, S. (1993). TAYLOR, Charles, *Rapprocher les solitudes. Écrits sur le fédéralisme et le nationalisme au Canada*. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1992. 24,95 \$. Textes réunis et présentés par Guy Laforest. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 47(2), 257–263.
<https://doi.org/10.7202/305220ar>

NOTE CRITIQUE

TAYLOR, Charles, *Rapprocher les solitudes. Écrits sur le fédéralisme et le nationalisme au Canada*. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1992. 24,95\$. Textes réunis et présentés par Guy Laforest.

Ce volume rassemble des textes écrits par Charles Taylor depuis une trentaine d'années sur le nationalisme québécois, la culture politique du Canada anglais et les grands dilemmes constitutionnels de la fédération canadienne. Son intérêt est multiple: le Québec des dernières décennies a connu de profonds changements de nature, Taylor a été un militant actif qui a dû se situer continuellement en regard de ces changements durant les années 1960, puis s'est attaché à les comprendre en analyste qui connaît d'expérience la vie politique, alors même qu'il est un philosophe dont les travaux sont hautement appréciés à l'échelle mondiale et qu'il cherche systématiquement depuis quinze ans à poser le choc des idéologies constitutionnelles au Canada dans le cadre du «malaise» contemporain des sociétés occidentales. Je dis cela d'autant plus volontiers, que j'ai initialement éprouvé une certaine déception en constatant que le *Rapprocher les solitudes* regroupait pour l'essentiel des textes écrits avant 1992: il ne s'agissait pas d'un essai centré sur le moment présent de notre crise politique. Mais à la lecture ou à la relecture de ces textes, y compris en partant de l'incontournable «Nationalism and the Political Intelligentsia: a Case Study» (*Queen's Quarterly*, 1965), probablement son étude sur le Québec qui a le plus mal vieilli, il ressort des éléments d'appréciation que propose l'auteur une perception des visions identitaires et institutionnelles du Québec et du Canada anglais qui très certainement contribue à leur plus juste conceptualisation, et donc à une meilleure compréhension de la situation où nous sommes arrivés...

Le livre est composé de neuf textes, dont huit ont déjà été publiés au fil des ans, depuis celui du *Queen's Quarterly* jusqu'au mémoire que soumit Taylor à la Commission Bélanger-Campeau en décembre 1990 et à l'étude qu'il prépara pour une session de réflexion du Conseil canadien des chefs d'entreprises, qui eut lieu un mois plus tard; le neuvième a été rédigé au printemps 1992, comme complément au recueil. Cinq des neuf textes furent traduits en français pour cette édition préparée par Guy Laforest, dont l'introduction souligne comment la réflexion philosophique de Taylor a directement contribué à l'élaboration de ses analyses du Québec et du Canada et

comment, en retour, son «enracinement dans les dilemmes de sa société d'appartenance» (p. xiv) a concouru à instruire sa démarche plus précisément philosophique. Laforest présente chacune des études, toujours très précisément, les mettant en contexte politique et théorique, attirant l'attention sur quelques-uns de leurs traits forts, en ayant soin que l'ensemble soit «représentatif», comme il le dit, de la pensée de Taylor. Le recueil est fort bien construit.

Le cheminement de Charles Taylor s'avère particulièrement perceptible quand on met en relation son texte de 1965 et celui qui clôt le présent volume. À l'époque, on le sait, Taylor expliquait le renouveau du nationalisme au Québec par le mouvement d'une couche sociale spécifique au sein de la population francophone, la nouvelle intelligentsia moderniste et instruite, qui aspirait à élever économiquement et politiquement sa société au niveau des démocraties anglo-saxonnes, et à s'y doter d'un rôle de direction. Le Canada anglais était présenté comme faisant partie de la norme à atteindre, et c'est d'ailleurs à son contact que la nouvelle intelligentsia avait été «forcé(e)» (p. 10) d'évoluer. Le nationalisme de cette intelligentsia était différent de celui de l'ère duplessiste, parce qu'il se nourrissait des «tensions liées à la comparaison entre le Canada français et le reste de l'Amérique du Nord selon les critères» «de la réussite économique, du progrès social et de la morale démocratique» (p. 14, 13): il était donc réformateur et tourné vers l'avenir. Taylor ne s'arrête alors pas à l'analyse du processus de démocratisation qui secoua toutes les classes de la société québécoise et tous les milieux, processus qui de lui-même souleva la question de la minorisation politique du fait français dans l'histoire canadienne, et donc des structures de l'État qui l'ont conjuguée, terrain évidemment fertile au développement d'idéologies nationalistes... Il pouvait en conséquence «risquer l'hypothèse que le nationalisme présente peu d'intérêts pour les classes qui se situent (au) bas dans l'échelle sociale, soit les ouvriers et les agriculteurs» (p. 22), et, en 1970, ajouter que la tendance à se définir comme québécois plutôt que canadien-français ne pénétrait pas vraiment les fibres du peuple: elle était propre à l'élite, et ne trouvait d'écho que par l'importance que lui consentaient les médias (p. 36-38). Il s'agit, on s'en souviendra, d'un point de vue d'ensemble alors fort répandu parmi les intellectuels anglophones, qui provoqua l'étonnement devant les résultats des élections québécoises de 1970, quand les premiers députés péquistes provinrent tous de quartiers ouvriers et défavorisés.

Au printemps 1992, l'analyse de Taylor est radicalement différente. La dynamique autonomiste et nationale du Québec n'est plus réduite aux besoins existentiels d'une couche sociale spécifique, mais présentée comme le mouvement d'une collectivité qui cherche à s'autodéterminer et à se faire reconnaître. Ce mouvement est celui de la démocratie, tel que des circonstances spécifiques l'ont forgé. Pour solutionner l'impasse constitutionnelle dans un cadre toujours unitaire, c'est le CHQ (Canada hors Québec) qui doit changer, accepter que ses vues sur la nature du pays ne puissent s'imposer à tous, ce qu'a déjà reconnu de son côté le Québec (pour Charles Taylor, la demande d'une reconnaissance de la collectivité québécoise en tant que

«société distincte» n'est pas équivalente à son ancienne exigence d'une reconstruction du fédéralisme sur la base du concept des «deux nations», dans lequel le CHQ ne peut se retrouver). Et déjà, dans un texte écrit en 1991 («Convergences et divergences à propos des valeurs entre le Québec et le Canada»), il avait tenu à mentionner que même dans le passé les divergences ne venaient pas du contraste entre «l'illibéralisme» du Québec et une supposée grande tolérance du Canada anglais (qui «a fait la vie dure à diverses minorités et à bon nombre de dissidents», p. 182), mais du fait que la pensée au Québec était définie par les «valeurs d'un catholicisme traditionnel et ultramontain (:)(c)'est pour ces raisons que les autres Canadiens se sont fait de la province une image exotique et alarmante» (p. 182). Autrement dit, y compris pour la période d'avant la Révolution tranquille, le Canada anglais n'est plus vu comme exemple de société démocratique dont le Québec aurait eu à s'inspirer...

Bien sûr, depuis 1965, les sociétés québécoise et canadienne ont beaucoup changé, ce qui explique pour une part l'évolution dans l'appréciation que porte Taylor. Mais pour une autre part, peut-être plus importante, cette évolution vient de l'approfondissement de sa réflexion philosophique, centrée sur le «malaise occidental», le «malaise de la modernité» et les crises de légitimité qu'il entraîne pour les divers régimes politiques, sensible dès avant que Taylor utilise l'expression même du «malaise de modernité» et certainement favorisé, comme l'indique Guy Laforest, par les besoins d'une meilleure compréhension des convulsions constitutionnelles qui ébranlent son pays. Il semble d'ailleurs que c'est en concordance avec cet approfondissement que Taylor en est venu à s'identifier toujours davantage à sa province d'origine, et même aux besoins de sa majorité francophone. Dans une intéressante analyse du «communautarisme libéral» de Charles Taylor¹, Dimitrios Karmis a étudié récemment les tenants et aboutissants de cette réflexion, en ce qu'elle s'applique aux droits des peuples. Je ne vais donc pas la revoir ici dans le détail. Il faut pourtant mentionner l'explication de Taylor voulant que depuis Rousseau, puis «l'intuition romantique» (p. 54), la définition de l'individu ne peut plus être limitée à celle du «sujet atomique (et «biologique») du XVII^e siècle» (p. 54).

«Afin de découvrir en lui ce en quoi consiste son humanité, chaque homme a besoin d'un horizon de signification, qui ne peut lui être fourni que par une forme quelconque d'allégeance, d'appartenance à un groupe, de tradition culturelle. Il a besoin, au sens large, d'une langue pour poser les grandes questions et y répondre» (p. 53). De sorte que «le choix d'une nationalité linguistique comme pôle-paradigme de l'actualisation de soi fait partie de cette recherche moderne de l'émancipation. Il est lié tout naturellement à la demande de l'autonomie gouvernementale» (p. 54) des populations, qui est l'aspiration politique des grandes révolutions libérales. L'apport de Rousseau et des romantiques permet à Taylor de mettre en avant la dimen-

1. Dimitrios Karmis, «Cultures autochtones et libéralisme au Canada: les vertus médiatrices du communautarisme libéral de Charles Taylor», *Revue canadienne de science politique*, 26,1 (mars 1993): 69-96.

sion des attaches à sa collectivité dans la définition de chaque sujet humain, qui colore obligatoirement les conceptions modernes du «bien-être (et) des droits» (p. 54). Ainsi, le libre exercice de «l'administration populaire» suppose «le respect des conditions de notre identité», et par exemple qu'une langue prenne sa place pour «toute la gamme des objectifs humains», d'où la notion de «droits linguistiques collectifs» (p. 56) comme prolongement d'une philosophie fondée sur l'individu, ou «de droit des nations à l'expression politique» (p. 56).

Les crises de légitimité sont des crises d'allégeance aux régimes politiques constitués, et proviennent essentiellement aujourd'hui du malaise généralisé de la modernité. Ce malaise peut conduire, écrit Taylor, à l'éclatement et à la disparition des sociétés libérales, mais ces conséquences ne sont pas inéluctables. Je ne puis, dans le cadre de cette recension, évaluer la théorie de ce malaise; qu'il suffise de mentionner que c'est en recherchant les voies du maintien de nos sociétés (i.e. éviter que le «malaise de la modernité» conduise à leur éclatement), que Charles Taylor étudie les grands modèles philosophiques des sociétés libérales, tente d'établir les conditions pour que ces modèles entraînent l'allégeance de l'individu contemporain, et qu'il s'arrête spécifiquement aux cas canadien et québécois, qu'il éclaire de l'apport «romantique».

«La légitimité, écrit Taylor, est (certainement) fonction de la satisfaction, définie d'après le niveau de vie» (p. 78), mais aussi de la manière dont les régimes répondent aux besoins de «l'identité moderne» (p. 78). Il y a deux grands modèles de société libérale: a) un modèle selon lequel «la dignité de l'individu libre réside dans sa qualité de titulaire de droits» (p. 107) que l'on retrouve spécifiquement aux États-Unis; b) et un modèle pour lequel «la liberté et l'efficacité du citoyen résident dans le fait qu'il peut participer au processus de la prise de décision à la majorité des votes» (p. 107), qui correspond historiquement à la situation canadienne. Concrètement, ces deux modèles coexistent généralement dans chaque société libérale, bien que l'un serve davantage de centre de gravité. Cela étant, un modèle fondé sur la participation «suppose un fort sentiment d'identité collective» (p. 114); «schématiquement, on peut dire que les deux pôles importants de l'identification communautaire au sein du monde libéral occidental sont les institutions de participation, d'une part, et l'appartenance ethnique et nationale, d'autre part», pôles dont l'articulation conditionne l'épanouissement d'un «régime démocratique (et) et sa survie» (p. 116).

Les États-Unis sont l'exemple d'un «pays qui a trouvé son identité (nationale) dans l'acceptation commune d'un régime politique» (p. 117), alors qu'au Canada le «dilemme» vient précisément «de ce qu'on ne peut (...) superposer nos deux pôles d'identité (...) Malgré un consensus à propos des institutions libérales démocratiques, nous n'avons pas et ne pouvons pas développer une identité nationale commune» (p. 118). Le Québec et le CHQ n'ont pas de réponse semblable à la question: à quoi doit servir un pays? «Autour de quelles bases d'unité devrait-on construire une entité politique?» (p. 182-183). Selon une approche qu'il pratique maintenant depuis plus de douze ans, Taylor analyse dès lors séparément les perceptions, sentiments et

aspirations du Canada anglais et du Québec. Il en vient finalement à la conclusion que le CHQ, de moins en moins britannique et «de facto multi-culturel», où l'anglais ne peut servir de base d'identification nationale, s'est trouvé depuis 1982 une identité avec son adhésion à la Charte fédérale des droits et libertés, qui joue ainsi, selon l'expression heureuse de Guy Laforest, le rôle d'un véritable «mythe fondateur». Le CHQ se définit donc à partir d'institutions politiques, et les buts d'un «libéralisme de procédure» (p. 208) sont ceux qu'il attribue à son existence comme pays. Le Québec, évidemment, a évolué différemment, l'identité linguistique y sert de ciment au vouloir-vivre collectif; il ne peut assujettir cette identité à la logique de la Charte (p. 192) et il définit notamment le bien-commun que doit viser à assurer l'État par la «survie et l'essor» de sa «langue et de sa culture particulière en Amérique du Nord» (p. 189).

Ce sont là, conclut aujourd'hui Taylor, «deux visions incompatibles de la société libérale» (p. 206), à la fois sur le terrain de la philosophie politique et «en ce qui a trait au fondement de l'unité nationale» (p. 202). En conséquence, la «seule façon de coexister est d'accepter d'être en désaccord» (p. 208), que le Canada «permet(te) l'existence de la diversité 'profonde', au sein de laquelle une pluralité de modes d'appartenance serait reconnue et acceptée» (p. 213), ou, comme il dit dans le dernier texte du livre, que le Canada accepte «plus d'une forme de citoyenneté (...) (et) que diverses personnes vivent sous diverses formules» (p. 232).

Ce que veut le Québec, écrit Taylor, c'est d'abord et avant tout la reconnaissance de son identité — pas tellement de nouveaux pouvoirs. La crise actuelle du Canada vient de ce que la volonté d'uniformisation constitutionnelle du CHQ lui a fait refuser «en principe» cette reconnaissance, de manière éclatante avec le «désaveu» du Lac Meech, qui n'accordait pourtant, souligne l'auteur, aucun pouvoir particulier à la société distincte (p. 199)... J'ai trouvé ce passage moins convaincant, parce que la «reconnaissance» semble soudain prendre des connotations trop uniquement symboliques. Dans ses premiers textes, Taylor avait tendance à définir les conflits de juridiction entre Ottawa et Québec comme ceux d'une «impasse apparente», qu'on aurait pu solutionner par quelques ajustements et «arrangements» particuliers. Ces mots ne reviennent plus aujourd'hui, mais on a l'impression que la question des pouvoirs est à nouveau, cette fois théoriquement, minimisée. Selon lui, les très nombreuses demandes de pouvoirs nouveaux que mettait en avant le Rapport Allaire ne servaient, de fait, qu'à camoufler la blessure de Meech et à dramatiser l'exigence que l'identité du Québec soit reconnue comme telle, puisque, ainsi qu'il avait écrit en 1990, le fédéralisme canadien est déjà «asymétrique» (p. 171) «dans les faits», et que «le grand problème vient de ce qu'il s'est montré incapable de (le) reconnaître explicitement dans les textes constitutionnels» (p. 171). J'ai eu l'impression que Charles Taylor *aplatissait* ici (selon le sens qu'Edgar Morin donne à ce verbe dans sa discussion théorique de *La nature de l'URSS*) la signification même qu'il confère par ailleurs au concept d'identité: car enfin, il apparaît évident en fonction de ce qu'il a expliqué auparavant que la reconnaissance de son identité ne peut qu'impliquer pour le Québec davantage d'autonomie, une plus grande

possibilité de définition libre de son présent et de son avenir, toutes choses qui ne peuvent prendre forme que par l'acquisition claire de nouveaux pouvoirs, substance réelle de cette reconnaissance.

Depuis la fin des années 1970, l'analyse de Taylor se présente donc largement comme une lecture de la situation canadienne et québécoise par le prisme de son élaboration philosophique plus globale. Pour expliquer le malaise actuel de la modernité, cette élaboration s'arrête principalement à la dialectique de catégories philosophico-idéologiques et affectives. Il est incontestable que ce niveau d'analyse permet de circonscrire avec précision certains aspects des réalités nationales du Canada, et de poser, par exemple, le discours nationaliste québécois dans le cadre des grands courants libéraux occidentaux. Les travaux de Taylor, sur la recherche d'identité, l'ont également amené à parler de «nation québécoise» plutôt que de «nation canadienne-française». Mais le spécialiste des sciences sociales ne trouvera pas dans les pages de *Rapprocher les solitudes* une analyse explicite de l'État canadien, des rapports de souveraineté entre ses institutions et les populations (i.e., le poids des caractéristiques non démocratiques de son origine), ni de prise en compte du rôle des grands mouvements sociaux, dont les volontés de justice sociale se sont reconnues durant la dernière période dans le nationalisme au Québec, ce qui rend compte aussi — comme l'un de ses facteurs majeurs — de l'essor massif qui fut le sien. Les études de Taylor s'attachent essentiellement à cerner les paramètres philosophiques dominants des perceptions, visions, conceptions et aspirations constitutionnelles du Canada anglais et du Québec, puis tentent d'articuler des formules qui concilieraient l'inconciliable, selon son point de vue.

La question de l'État canadien est pourtant présente par son absence même. Je me suis ainsi rapidement demandé pourquoi Taylor choisit l'unité du Canada plutôt que la souveraineté du Québec. Dans les années 1960, il ne s'arrête pas vraiment à justifier sa position. En 1979, il rejette la souveraineté-association parce qu'il s'agit d'une option qu'il croit impraticable et qu'il n'y a rien de «plus destruct(eur) spirituellement pour une collectivité» que de mettre au centre de ses objectifs son identité nationale: vaut mieux une «pluralité de pôles d'identification» (p. 68). En d'autres mots, le danger pour les droits vient du mouvement d'émancipation nationale et non de la culture de l'État canadien. Le choix de l'unité fédérale plutôt que de la souveraineté du Québec était donc lié à une appréciation positive de l'État constitué. Il faut noter que ce type de crainte ne reviendra plus dans les textes de l'auteur, mais qu'il ne soulèvera pas davantage le problème de l'État. Avec la fin des années 1980, le lien du Québec au Canada est motivé par des besoins d'ordre économique, technologique, de résistance face aux États-Unis et d'entraide avec les communautés francophones des autres provinces. L'échec de Meech (il y a des pages remarquables et d'une très grande intensité sur la signification de cet échec) va convaincre Charles Taylor que la cohabitation du Canada anglais et du Québec n'est plus possible sous le chapeau du BNA Act. Mais même là, toutes les conséquences ne sont pas tirées, parce qu'il semble bien que pour le CHQ, des institutions maintenues de cet État puissent servir de lieu structurant à ce

qu'il a nommé ailleurs «l'administration populaire». Cela ne va pas de soi, et aurait mérité démonstration. À mon avis, l'absence d'une analyse critique de l'État canadien fait perdre de vue le poids de ses traits non démocratiques et des divisions historiques qu'il a de lui-même portées et instillées, ce qui conduit à une perception de la crise constitutionnelle d'aujourd'hui trop limitée au choc de visions concurrentes entre populations. Le tableau n'apparaît pas ici complet.

Cela étant, l'apport de Charles Taylor sur ce sujet même permet pourtant de mieux cerner les axes idéologiques sur lesquels s'est opéré le réveil constitutionnel du Canada anglais, composante majeure du moment présent; et je crois sa contribution déterminante pour la conception d'une philosophie libérale (je dirais démocratique) des droits nationaux. Sa conclusion d'ensemble, très logique, semble plus subversive que ce qu'il en laisse voir: la recherche de la cohabitation sur la base d'une mise au rancart du BNA Act (p. 166) supposerait, en effet, un degré de rupture avec les structures établies qui déborderait les formules de décentralisation, même les plus poussées, qu'on a pu envisager jusqu'ici, dont Taylor s'inspire malgré tout. Mais quel que soit l'avenir constitutionnel qui se dessinera pour le Canada, il n'est pas nécessaire que la pire des solutions (l'acrimonie, l'hostilité entre les populations) prévale: l'effort de *Rapprocher les solitudes* est non seulement méritoire, il est avec ces textes de Charles Taylor réellement engagé et intellectuellement pénétrant.

*Département de science politique
Université d'Ottawa*

SERGE DENIS